

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Joseph-de-Sorel

Code géographique : 53050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Martin Valois, Dir. Gén. & Sec.-trés., atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Saint-Joseph-de-Sorel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature

Martin Valois

Date

2019-05-21

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de
La Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S19 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nathalie Blais CPA

Blais & Associé snc

[Original signé par]

Nathalie Blais, CPA auditeur, CA
Blais & Associé snc
Auditeur permis no. A111349
175, rue du Roi, suite 1, Sorel-Tracy, QC, J3P 4N6

DATE 2019-05-21

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	3 701 710	3 722 476	3 691 106
Compensations tenant lieu de taxes	2	20 000	27 574	25 818
Quotes-parts	3	30 972	31 221	16 097
Transferts	4	386 035	1 262 447	336 116
Services rendus	5	9 600	300 818	358 452
Imposition de droits	6	11 400	40 154	30 171
Amendes et pénalités	7	5 400	11 821	9 601
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	67 597	94 817	86 303
Autres revenus	10	435 328	29 631	85 281
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	4 668 042	5 520 959	4 638 945
Charges				
Administration générale	14	1 006 373	1 075 777	1 180 470
Sécurité publique	15	427 655	406 519	472 501
Transport	16	702 348	949 300	1 139 830
Hygiène du milieu	17	594 873	734 420	683 310
Santé et bien-être	18	10 500	2 236	10 154
Aménagement, urbanisme et développement	19	129 585	104 069	22 539
Loisirs et culture	20	977 396	1 090 003	1 077 106
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	173 381	204 166	196 976
Effet net des opérations de restructuration	23			59 320
	24	4 022 111	4 566 490	4 842 206
Excédent (déficit) de l'exercice	25	645 931	954 469	(203 261)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		14 963 906	15 167 167
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		14 963 906	15 167 167
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		15 918 375	14 963 906

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 831 740	1 103 374
Débiteurs (note 5)	2	2 634 695	1 964 754
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	66 401	55 493
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	470	28 190
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	4 533 306	3 151 811
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	2 016 721	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	826 904	547 323
Revenus reportés (note 12)	12	24 238	32 775
Dette à long terme (note 13)	13	6 842 388	6 890 800
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	9 710 251	7 470 898
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(5 176 945)	(4 319 087)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	21 064 171	19 252 853
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	24 194	25 291
Autres actifs non financiers (note 17)	20	6 955	4 849
	21	21 095 320	19 282 993
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	15 918 375	14 963 906

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	645 931	954 469	(203 261)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	370 409 ) (	2 637 717 ) (	957 002)
Produit de cession	3			218 663
Amortissement	4	806 678	826 399	831 754
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			59 320
	7	436 269	(1 811 318)	152 735
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		1 097	(1 711)
Variation des autres actifs non financiers	10		(2 106)	2 701
	11		(1 009)	990
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 082 200	(857 858)	(49 536)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(4 319 087)	(4 269 551)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(4 319 087)	(4 269 551)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(5 176 945)	(4 319 087)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	954 469	(203 261)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	826 399	831 754
Autres			
-	3		
-	4		(158 913)
	5	1 780 868	469 580
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(669 941)	234 426
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	279 581	89 113
Revenus reportés	9	(8 537)	12 435
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	27 720	48 753
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	1 097	(1 711)
Autres actifs non financiers	13	(2 106)	2 699
	14	1 408 682	855 295
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 637 717)	(957 002)
Produit de cession	16		218 663
	17	(2 637 717)	(738 339)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		212 957
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(10 908)	()
Cession	21		
	22	(10 908)	212 957
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	400 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	(425 653)	(533 952)
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 016 721	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(22 759)	24 841
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 968 309	(509 111)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	728 366	(179 198)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 103 374	1 282 572
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	1 103 374	1 282 572
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	1 831 740	1 103 374

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Joseph-de-Sorel est régie par la Loi sur les Cités et Villes.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le MAMH et présentées aux pages S13, S14, S15 et S19 portent sur la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville. Les états financiers consolidés incluent également la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants:

- Régie intermunicipale de l'eau de Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch (19,14%)
- Régie d'assainissement des eaux Richelieu/Saint-Laurent (5,24%)
- Régie intermunicipale de la gare de Sorel (2,55%)

La Ville est membre de la Régie intermunicipale de l'eau de Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch, organisme composé de trois municipalités. La Régie est responsable de l'exploitation d'un réseau d'aqueduc. Elle a été créée en vertu du projet de Loi 251 et sanctionnée le 4 novembre 1993 par l'Assemblée nationale. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres selon un pourcentage déterminé. La quote-part de la Ville pour l'année 2018 est de 195 648 \$.

La Ville est membre de la Régie d'assainissement des eaux Richelieu/Saint-Laurent, organisme composé de trois municipalités. La Régie est responsable de l'exploitation d'un réseau d'égout. Elle a été créée en vertu du Code municipal du Québec et de la Loi sur les cités et villes. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres selon un pourcentage déterminé. La quote-part de la Ville pour l'année 2018 est de 54 301 \$.

La Ville est membre de la Régie intermunicipale de la gare de Sorel. Elle a été constituée par décret en date du 19 décembre 1995 conformément aux dispositions des articles 468.11 de la Loi sur les cités et villes et 580 du code municipal. La Régie a pour objet l'administration et l'utilisation en commun de l'ancienne gare ferroviaire de Sorel par les Villes et municipalités membres du C.I.T. Sorel-Varenes, notamment comme le terminal pour le transport en commun du C.I.T. Sorel-Varenes jusqu'au 31 mai 2017. Subséquemment, la Régie a entamé son processus de dissolution. Les revenus de l'organisme,

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

après déduction des dépenses, sont répartis entre les membres selon un pourcentage déterminé.

a) Périmètre comptable

Voir A

b) Partenariats

s/o

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les dépenses sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Les transactions relatives aux éléments suivants détenus avant le 1er janvier 2001 se comptabilisent selon la méthode de comptabilité de caisse à l'état des activités financières de fonctionnement à des fins fiscales: la dépense d'intérêts sur la dette à long terme, incluant tout refinancement jusqu'à son extinction.

La contrepartie des intérêts courus à payer afférents aux éléments mentionnés ci-dessus détenue avant le 1er janvier 2001 est montrée au poste "dépenses constatées à taxer ou à pourvoir".

C) Actifs

s/o

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

b) Actifs non financiers**STOCK**

Les stocks de papeterie, fournitures de bureau, articles de tuyauterie, fournitures de sel à déglçage, articles du pro-shop et de produits chimiques sont évalués au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé et amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode d'amortissement linéaire:

Infrastructures:	15, 20 et 40 ans
Autres:	5 ans
Bâtiments:	30 et 40 ans
Améliorations locatives:	15 et 20 ans
Véhicules lourds:	10 et 20 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Ameublements et équipements de bureau: 5 à 10 ans
Machineries, outillages et équipements: 5 à 40 ans

D) Passifs

s/o

E) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime de retraite simplifié (RRS) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La dépense de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode suivante : la valeur marchande des actifs.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2016.

ORGANISMES CONTRÔLÉS**Régie Intermunicipale de l'eau Tracy-Saint-Joseph-Saint-Roch**

Les employés de la Régie participent au plan des avantages sociaux offert par la Ville de Sorel-Tracy. Ce plan est à prestations déterminées. La Ville de Sorel-Tracy est le promoteur de ce plan des avantages sociaux. Ce régime à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Régie sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment:

- les avantages complémentaires de retraite, comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offerte aux retraités.
- des prestations supplémentaires payables à certains retraités actuels et futurs.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Instruments financiers

s/o

I) Autres éléments**Frais d'escompte sur emprunt**

Les frais d'escompte sur emprunt sont amortis suivant la méthode de l'amortissement linéaire sur une durée de 5 ans.

Frais financiers sur emprunt

Les frais financiers sur emprunt sont amortis suivant la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'emprunt.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers en conformité avec les normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs comptabilisés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et des montants des revenus et des dépenses comptabilisés durant l'exercice. Les résultats réels peuvent varier de ces estimations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**Constatation des revenus

Les contributions municipales sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution;

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les autres revenus sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux revenus, dans la mesure où ils ont été autorisés, que les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolutions;

Les intérêts sur les placements et les autres intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

ORGANISMES CONTRÔLÉSRégie intermunicipale de l'eau-Tracy-Saint-Joseph-Saint-Roch**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant des excédents affectés ou non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des charges, mais des éléments de conciliations à des fins fiscales.

s/o

s/o

s/o

3. Modification de méthodes comptables

La Ville a adopté le chapitre SP2200, "Information relative aux apparentés" pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit ce qu'on entend par un apparenté et établit les informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la Ville au cours de la période considérée.

La Ville a adopté le chapitre SP3210, "Actifs" pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre a pour objet de fournir des indications sur l'application de la définition des actifs énoncés dans le chapitre SP1000, "Fondements conceptuels des états financiers", et d'établir des normes générales d'informations à fournir à leur sujet. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la Ville au cours de la période considérée.

La Ville a adopté le chapitre SP3320, "Actifs éventuels" pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit et établit des normes relatives aux informations à fournir pour des catégories précises d'actifs éventuels. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la Ville au cours de la période considérée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

La Ville a adopté le chapitre SP3380, "Droits contractuels" pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la Ville au cours de la période considérée.

La Ville a adopté le chapitre SP3420, "Opérations interentités" pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre établit des normes de comptabilisation et d'information applicables aux opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement, tant du point de vue du prestataire que de celui du bénéficiaire. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la Ville au cours de la période considérée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 831 740	1 103 374
Découvert bancaire	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille		
<i>Autres éléments</i>		
-		
-		
-		
-		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	1 831 740	1 103 374
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie		1 023 836
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice		
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	86 822	103 054
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2 383 873	1 714 998
Gouvernement du Canada et ses entreprises	58 285	34 513
Organismes municipaux	141	490
Autres		
- VSJS	105 122	111 309
- Org.Cont.	452	390
	2 634 695	1 964 754
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4 711	69 923
Organismes municipaux		
Autres tiers		
	4 711	69 923
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs		
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation		
Prêts à un fonds d'investissement		
Autres		
-		
-		
Provision pour moins-value déduite des prêts		
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	66 401	55 493
	32	66 401	55 493
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	470	28 190
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	470	28 190

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	75 255	82 687
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	41 959	44 405
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	24 599	18 181
	43	141 813	145 273

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

Emprunt temporaire règlement d'emprunt #373 = 2 016 721 \$, prêt à demande au taux base.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	473 156	352 717
Salaires et avantages sociaux	48	95 231	122 502
Dépôts et retenues de garantie	49	219 727	35 734
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- int. courus DLT	53	27 789	26 184
- Org.Cont.	54	10 473	9 174
- Org.Cont.	55	180	136
- Org.Cont.	56	348	598
-	57		278
	58	826 904	547 323

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		955
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- locations de pat payés d'avanc	68	24 238	31 820
-	69		
-	70		
-	71		
	72	24 238	32 775

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,05	3,40	2019	2038	73	6 894 061	6 854 502
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	4 711	69 923
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	6 898 772	6 924 425
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(56 384)	(33 625)
					83	6 842 388	6 890 800

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2019	84	92	460 272	100	109	117	460 272
2020	85	93	409 800	101	110	118	409 800
2021	86	94	406 600	102	111	119	406 600
2022	87	95	420 400	103	112	120	420 400
2023	88	96	434 700	104	113	121	434 700
2024 et +	89	97	4 767 000	105	114	122	4 767 000
	90	98	6 898 772	106	115	123	6 898 772
Intérêts et frais accessoires				107	()	124	()
	91	99	6 898 772	108	116	125	6 898 772

Note

	2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(5 176 945)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	()
	129	(5 176 945)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	1 778 962	158		185		212	1 778 962
Eaux usées	131	1 961 607	159		186		213	1 961 607
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	7 434 267	160	2 848	187		214	7 437 115
Autres	133	9 405 872	161	812 384	188		215	10 218 256
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	6 562 453	163	2 231	190		217	6 564 684
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	1 154 580	165	21 769	192	93 570	219	1 082 779
Ameublement et équipement de bureau	138	1 113 526	166	81 045	193	(5 362)	220	1 199 933
Machinerie, outillage et équipement divers	139	543 324	167	3 531	194	(91)	221	546 946
Terrains	140	1 414 278	168		195		222	1 414 278
Autres	141	3 788	169		196		223	3 788
	142	<u>31 372 657</u>	170	<u>923 808</u>	197	<u>88 117</u>	224	<u>32 208 348</u>
Immobilisations en cours	143	<u>931 575</u>	171	<u>1 713 909</u>	198	<u>6 734</u>	225	<u>2 638 750</u>
	144	<u>32 304 232</u>	172	<u>2 637 717</u>	199	<u>94 851</u>	226	<u>34 847 098</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	842 110	173	44 478	200		227	886 588
Eaux usées	146	1 182 790	174	49 143	201		228	1 231 933
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	2 987 898	175	169 118	202		229	3 157 016
Autres	148	3 076 247	176	285 819	203		230	3 362 066
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	2 999 376	178	135 477	205		232	3 134 853
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	771 174	180	55 370	207	93 570	234	732 974
Ameublement et équipement de bureau	153	739 191	181	76 272	208	1 216	235	814 247
Machinerie, outillage et équipement divers	154	448 804	182	10 722	209	65	236	459 461
Autres	155	<u>3 789</u>	183		210		237	<u>3 789</u>
	156	<u>13 051 379</u>	184	<u>826 399</u>	211	<u>94 851</u>	238	<u>13 782 927</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>19 252 853</u>					239	<u>21 064 171</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()
Valeur comptable nette	242						249	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
- VSJS	256	2 670	1 197
- Org.Cont.	257	3 896	3 178
- Org.Cont.	258	389	474
Autres			
-	259		
-	260		
	261	6 955	4 849

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles**VILLE DE SAINT-JOSEPH-DE-SOREL**

La Ville s'est engagée pour une période d'un an pour un service d'incendie. Le paiement minimum exigible est de 234 100 \$ pour 2019.

La Ville s'est engagée en vertu d'une entente avec l'Office d'Habitation de Saint-Joseph-de-Sorel (H.L.M.) à verser 10% du déficit annuel. Pour 2018, la portion du déficit budgété assumée par la Ville est estimé à 4 371 \$.

19. Droits contractuels

s/o

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

s/o

22. Redressement aux exercices antérieurs

s/o

23. Données budgétaires**VILLE DE SAINT-JOSEPH-DE-SOREL**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Administration municipale	Réalisations 2018		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale		Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 691 106	3 701 710	3 722 476			3 722 476
Compensations tenant lieu de taxes	2	25 818	20 000	27 574			27 574
Quotes-parts	3					281 170	31 221
Transferts	4	309 918	386 035	340 100			340 100
Services rendus	5	303 202	9 600	300 818			300 818
Imposition de droits	6	30 171	11 400	40 154			40 154
Amendes et pénalités	7	9 601	5 400	11 821			11 821
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	85 337	66 715	93 596		1 221	94 817
Autres revenus	10	69 348	434 945	29 013		618	29 631
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	4 524 501	4 635 805	4 565 552		283 009	4 598 612
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15			922 347			922 347
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20			922 347			922 347
	21	4 524 501	4 635 805	5 487 899		283 009	5 520 959
Charges							
Administration générale	22	1 119 036	1 006 373	1 013 391	62 386		1 075 777
Sécurité publique	23	472 501	427 655	406 519			406 519
Transport	24	615 497	702 348	648 103	300 944	253	949 300
Hygiène du milieu	25	381 111	519 018	442 037	221 546	320 786	734 420
Santé et bien-être	26	10 154	10 500	2 236			2 236
Aménagement, urbanisme et développement	27	21 572	129 585	103 102	967		104 069
Loisirs et culture	28	896 523	977 396	906 875	183 128		1 090 003
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	191 547	171 620	202 332		1 834	204 166
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	765 607	755 000	768 971	(768 971)		
	33	4 473 548	4 699 495	4 493 566		322 873	4 566 490
Excédent (déficit) de l'exercice	34	50 953	(63 690)	994 333		(39 864)	954 469

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018	Total	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	50 953	(63 690)	994 333	(39 864)	954 469
Moins: revenus d'investissement	2	()	()	922 347	()	922 347
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	50 953	(63 690)	71 986	(39 864)	32 122
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	765 607	755 000	768 971	57 428	826 399
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6					
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	765 607	755 000	768 971	57 428	826 399
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(263 260)	(421 240)	(271 632)	(3 372)	(275 004)
	18	(263 260)	(421 240)	(271 632)	(3 372)	(275 004)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(339 759)	(348 125)	(77 258)	(2 800)	(80 058)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		50 000	83 760		83 760
Excédent de fonctionnement affecté	21	122 553		29 579		29 579
Réserves financières et fonds réservés	22	(16 067)	28 055	6 135		6 135
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	24 841		23 987		23 987
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(208 432)	(270 070)	66 203	(2 800)	63 403
	26	293 915	63 690	563 542	51 256	614 798
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	344 868		635 528	11 392	646 920

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalizations 2017		Réalizations 2018	
		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
					Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1			922 347	922 347
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(279 199 )	(	12 993)	(
Sécurité publique	3	()	(()	(
Transport	4	(28 690 )	(	1 478 655)	(
Hygiène du milieu	5	( )	(	1 049 929)	(
Santé et bien-être	6	()	(()	(
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(()	(
Loisirs et culture	8	(613 473 )	(	84 796)	(
Réseau d'électricité	9	()	(()	(
	10	(921 362 )	(	2 626 373)	(
				11 344)	(2 637 717)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	(()	(
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	(()	(
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13			1 683 693	1 683 693
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	339 759		77 258	2 800
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	181 603			
Excédent de fonctionnement affecté	16			1 350	8 544
Réserves financières et fonds réservés	17			6 809	6 809
	18	521 362		85 417	11 344
	19	(400 000)		(857 263)	(857 263)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	(400 000)		65 084	65 084

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2017		2018	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 023 836	1 761 089	70 651	1 831 740
Débiteurs (note 5)	2	1 959 843	2 629 656	5 039	2 634 695
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4			66 401	66 401
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	28 190	470		470
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	3 011 869	4 391 215	142 091	4 533 306
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10		2 016 721		2 016 721
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	521 499	798 860	28 044	826 904
Revenus reportés (note 12)	12	32 775	24 238		24 238
Dette à long terme (note 13)	13	6 823 256	6 779 353	63 035	6 842 388
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	7 377 530	9 619 172	91 079	9 710 251
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(4 365 661)	(5 227 957)	51 012	(5 176 945)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	18 189 160	20 046 562	1 017 609	21 064 171
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	20 325	18 079	6 115	24 194
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 197	2 670	4 285	6 955
	21	18 210 682	20 067 311	1 028 009	21 095 320
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	899 661	1 356 465	36 174	1 392 639
Excédent de fonctionnement affecté	23	281 520	346 905	89 409	436 314
Réserves financières et fonds réservés	24	87 526	93 661		93 661
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(33 625)	(55 247)		(55 247)
Financement des investissements en cours	26	(395 426)	(1 679 118)		(1 679 118)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	12 938 115	14 666 194	953 438	15 619 632
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	13 845 021	14 839 354	1 079 021	15 918 375

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
Rémunération	1	1 123 820	1 019 938	1 117 825	1 207 482
Charges sociales	2	287 380	296 265	322 467	351 247
Biens et services	3	1 765 560	1 647 843	1 787 363	1 979 701
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	175 410	210 561	212 395	213 770
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6				
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8		(8 229)	(8 229)	(16 794)
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	466 795	454 027	204 078	182 836
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13				
Amortissement des immobilisations	14	755 000	768 971	826 399	831 754
Autres					
- VSJS	15	125 530	104 190	104 190	32 881
- Org.Cont.	16			2	59 329
-	17				
	18	4 699 495	4 493 566	4 566 490	4 842 206

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	
Autres charges	8	
	9	
Excédent (déficit) de l'exercice	10	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	
Placements de portefeuille	12	
Débiteurs	13	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	
Provision pour moins-value	15	() ()
	16	
	17	

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18	
Revenus reportés	19	
Dettes à long terme	20	
	21	
Solde du Fonds local d'investissement	22	

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23	
Supportant les engagements de prêts	24	
Supportant les garanties de prêts	25	
	26	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Frais de gestion	
Salaires	5
Créances douteuses	6
Autres frais de gestion	7
	8

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
-	14

	15
	16

Excédent (déficit) de l'exercice 17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18
Placements de portefeuille	19
Débiteurs	20
Provision pour créances douteuses	21 () ()
	22
Autres	23
	24

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25
Créditeurs et charges à payer	26
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	27
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28
Autres	29
Autres	30
	31
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 392 639	937 985
Excédent de fonctionnement affecté	2	436 314	365 932
Réserves financières et fonds réservés	3	93 661	87 526
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	(55 247) ) (	(33 625))
Financement des investissements en cours	5	(1 679 118)	(395 426)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	15 619 632	13 934 264
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	15 918 375	14 963 906
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 356 465	899 661
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	36 174	38 324
	11	1 392 639	937 985
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Plant.arbreQIT	12		7 187
- Dépôt neiges usées	13	112 000	104 000
- CIT Sorel-Varenes	14	103 082	103 082
- Régie Gare & CIT	15	18 756	18 756
- Conseil Municipal-Allocation	16	30 521	22 316
- Identification Noms Rues	17		21 043
- Aménagement Parc OG	18		5 136
- Prog.PRQ 17-18 & 18-19	19	62 546	
- Mur Escalade École Martel	20	20 000	
	21	346 905	281 520
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22	89 409	84 412
-	23		
-	24		
	25	89 409	84 412
	26	436 314	365 932
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	70 064	63 929
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	23 597	23 597
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	93 661	87 526
	48	93 661	87 526

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()
Autres	52 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()
	54 () ()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()
Autres		
-	58 () ()
-	59 () ()
	60 () ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()
Autres		
-	66 () ()
-	67 () ()
	68 () ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()
Autres		
-	72 () ()
-	73 () ()
	74 () ()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	55 247 33 625
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	55 247 33 625
	81 (	(55 247) ((33 625))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 4 574	4 574
Investissements à financer	83 (1 683 692 ) (	( 400 000)
	84 (1 679 118)	(395 426)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 21 064 171	19 252 853
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 21 064 171	19 252 853
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 21 064 171	19 252 853
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (6 842 388 ) (	6 890 800)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (56 384 ) (	33 625)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 4 711	69 923
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 1 449 522	1 535 913
	98 (5 444 539 ) (	5 318 589)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (5 444 539 ) (	5 318 589)
	101 15 619 632	13 934 264

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**Régime de retraite pour les employés cadres de la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel****Résumé des dispositions du régime****A) Date d'entrée en vigueur**

1er août 1989

B) Définition**1. Admissibilité et participation**

Seuls sont admissibles les employés cadres qui ne font pas partie d'une unité de négociation.

2. Âge de retraite normale

60 ans

3. Âge de retraite anticipée

À compter de 50 ans, avec ajustement de 0,5% par mois d'anticipation

C) Cotisations**1. Participants**

Les employés doivent verser au régime une cotisation correspondant à 11,72% de leur salaire régulier pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018.

2. Ville

Pour les cotisations courantes: 19,36% de leur salaire régulier pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018.

D) Rente annuelle normale à la retraite

2% de la moyenne des trois meilleurs salaires multiplié par le nombre d'années de participation.

E) Prestation au décès**1. Avant la retraite**

Le conjoint admissible reçoit une rente viagère égale à 60% de la rente alors créditée au participant; la valeur de cette rente ne doit pas être inférieure à la valeur actuarielle des prestations créditées au participant. À défaut d'un conjoint admissible, un montant forfaitaire égal à la valeur actuarielle des prestations créditées au participant est versé aux ayants droit.

2. Après la retraite

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Le conjoint admissible reçoit une rente viagère égale à 60% de la rente alors versée au retraité. À défaut d'un conjoint admissible, la rente comporte une garantie de cinq années.

F) Prestation au départ

Un crédit de rente différée est accordé au participant dont le montant est égal à la rente qui lui est alors créditée, tenant compte de la règle de 50% et de la prestation additionnelle requise par la Loi 102 (période de participation postérieure au 1er janvier 2001).

Le participant peut demander le transfert (à un REER immobilisé) de la valeur actuarielle de cette rente différée.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 28 190	76 943
Charge de l'exercice	4 (75 255)	(82 687)
Cotisations versées par l'employeur	5 47 535	33 934
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>470</u>	<u>28 190</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 1 521 045	1 576 341
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (1 481 679)	(1 576 341)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 39 366	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (17 680)	28 190
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 21 686	28 190
Provision pour moins-value	12 (21 216)	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>470</u>	<u>28 190</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 56 037	35 561
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 _____	_____
	20 56 037	35 561
Cotisations salariales des employés	21 (21 958)	(12 948)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (_____)	(_____)
	23 34 079	22 613
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 28 189	76 943
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	28 21 216	
Autres		
-	29 _____	_____
-	30 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>83 484</u>	<u>99 556</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 75 866	71 550
Rendement espéré des actifs	33 (84 095)	(88 419)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (8 229)	(16 869)
Charge de l'exercice	35 <u>75 255</u>	<u>82 687</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 (76 006)	97 829
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (<u>84 095</u>)	(<u>88 419</u>)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (160 101)	9 410
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 332 863	(37 598)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 48 784	61 926
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 219 400	230 400
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 88 700	232 249
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 3	1
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,30 %	5,30 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,30 %	5,95 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	2,25 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 2

Description des régimes et autres renseignements**Ville de Saint-Joseph-de-Sorel**

Le régime RRS, en vigueur depuis le 18 juin 2007, est admissible aux salariés réguliers syndiqués ayant complété une période de six (6) mois de service continu. La participation à ce régime RRS est obligatoire pour tous les employés décrits précédemment. L'employeur s'engage à verser des cotisations salariales régulières d'un montant égal à un pourcentage de six pour cent (6%) du salaire annuel gagné, le salarié verse la même cotisation de 6%.

ORGANISMES CONTRÔLÉS**Régie intermunicipale de l'eau-Tracy-Saint-Joseph-Saint-Roch**

Les employés de la Régie participent au plan des avantages sociaux offert par la Ville de Sorel-Tracy. Ce plan est à prestations déterminées. La Ville de Sorel-Tracy est le promoteur de ce plan des avantages sociaux. Ce régime à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Régie sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment:

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- des prestations supplémentaires payables à certains retraités actuels et futurs.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	44 405
	<u>41 959</u>	<u>44 405</u>
	112	<u>41 959</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements**VILLE DE SAINT-JOSEPH-DE-SOREL**

Le régime enregistré d'épargne-retraite a été remplacé par un régime de retraite simplifié en 2007. Toutefois, il est en vigueur lorsqu'il s'agit de rachat d'années de services passées.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	9
		13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	4 185
		2 250
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	117	24 599
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	18 181
	119	24 599
		18 181

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 480 990	3 480 990	3 466 233
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 480 990	3 480 990	3 466 233
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	233 280	233 280	216 943
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	8 206	8 206	7 930
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	241 486	241 486	224 873
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	241 486	241 486	224 873
	27	3 722 476	3 722 476	3 691 106

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33			
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	27 574	27 574	25 818
	36	27 574	27 574	25 818
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	27 574	27 574	25 818
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	27 574	27 574	25 818

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			110
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			25 704
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			244
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	3 688	3 688	3 453
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	3 688	3 688	29 511

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			140
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	402 342	402 342	
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	402 343	402 343	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123	37 454	37 454	
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	80 208	80 208	
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	922 347	922 347	140

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
		<u>Réalisations</u> <u>2018</u>	<u>Réalisations</u> <u>2018</u>	<u>Réalisations</u> <u>2017</u>
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	336 412	336 412	306 465
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140	336 412	336 412	306 465
TOTAL DES TRANSFERTS	141	1 262 447	1 262 447	336 116

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			1 634
	145			1 634
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité	182			
	183			1 634

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autre	186	11 758	11 758	9 550
	187	11 758	11 758	9 550
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189			
Sécurité civile	190			
Autres	191			
	192			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193	273	273	455
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			53 616
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200			
	201	273	273	54 071
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206			
Matières recyclables	207			
Autres	208			
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211			
	212			
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220			
	221			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222			
Activités culturelles				
Bibliothèques	223			
Autres	224	288 787	288 787	293 197
	225	288 787	288 787	293 197
Réseau d'électricité	226			
	227	300 818	300 818	356 818
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	300 818	300 818	358 452

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	1 508	1 508	1 225
Droits de mutation immobilière	230	38 646	38 646	28 946
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	40 154	40 154	30 171
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	11 821	11 821	9 601
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	93 596	94 817	86 303
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	29 013	29 631	85 281
	246	29 013	29 631	85 281
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2018			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	229 716		229 716	229 716	295 181
Greffe et application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	630 534	62 386	692 920	692 920	747 171
Évaluation	4	33 185		33 185	33 185	15 908
Gestion du personnel	5					
Autres						
-	6	119 956		119 956	119 956	122 210
-	7					
	8	1 013 391	62 386	1 075 777	1 075 777	1 180 470
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	173 913		173 913	173 913	165 508
Sécurité incendie	10	222 905		222 905	222 905	296 433
Sécurité civile	11					
Autres	12	9 701		9 701	9 701	10 560
	13	406 519		406 519	406 519	472 501
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	62 607	209 723	272 330	272 330	273 219
Enlèvement de la neige	15	155 882	32 567	188 449	188 449	189 490
Éclairage des rues	16	22 963		22 963	22 963	20 439
Circulation et stationnement	17	35 379		35 379	35 379	45 429
Transport collectif						
Transport en commun	18	67 371		67 371	67 624	317 283
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	303 901	58 654	362 555	362 555	293 970
	22	648 103	300 944	949 047	949 300	1 139 830

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2018			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	197 505	197 505	269 609	257 145
Réseau de distribution de l'eau potable	24	14 717	60 250	74 967	68 628
Traitement des eaux usées	25	60 959	47 770	107 462	110 793
Réseaux d'égout	26	24 416	113 370	137 786	130 940
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	56 343	78	56 421	50 357
Élimination	28	25 688	25 688	25 688	19 905
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	3 584	78	3 662	2 767
Tri et conditionnement	30	3 274	3 274	3 274	891
Matières organiques					
Collecte et transport	31	19 511	19 511	19 511	17 131
Traitement	32	9 786	9 786	9 786	13 127
Matériaux secs	33	14 510	14 510	14 510	6 196
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36	11 744	11 744	11 744	5 430
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	442 037	221 546	663 583	734 420
					683 310
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	2 236	2 236	2 236	10 154
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44	2 236	2 236	2 236	10 154
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	6 168	967	7 135	6 231
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47	80 183	80 183	80 183	
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	13 051	13 051	13 051	12 608
Tourisme	49	3 700	3 700	3 700	3 700
Autres	50				
Autres	51				
	52	103 102	967	104 069	22 539

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2018			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	18 575	1 945	20 520	14 995
Patinoires intérieures et extérieures	54	490 237	62 114	552 351	571 622
Piscines, plages et ports de plaisance	55	67 928	22 960	90 888	102 800
Parcs et terrains de jeux	56	299 471	96 109	395 580	366 820
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	30 664		30 664	20 869
	60	906 875	183 128	1 090 003	1 077 106
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66				
	67	906 875	183 128	1 090 003	1 077 106
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	185 876		185 876	188 564
Autres frais	70	24 685		24 685	25 206
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71	(8 229)		(8 229)	(16 869)
Autres	72				75
	73	202 332		204 166	196 976
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				59 320
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	768 971	(768 971)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Joseph-de-Sorel

Code géographique : 53050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées		
		municipale	Réalisations	Réalisations	
		Réalisations	2018	2017	
		2018			
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	448 359	448 359	5 099
	Usines de traitement de l'eau potable	2			15 622
	Usines et bassins d'épuration	3		3 109	24
	Conduites d'égout	4	742 970	742 970	5 100
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 022 483	1 022 483	
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8	293 002	293 002	
	Aires de stationnement	9	5 187	5 187	
	Parcs et terrains de jeux	10	15 327	15 327	536 538
	Autres infrastructures	11			(530)
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	2 231	2 231	284 058
	Édifices communautaires et récréatifs	14			43 425
	Améliorations locatives	15			
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	21 769	27 769	
	Ameublement et équipement de bureau	18	75 045	77 280	46 586
	Machinerie, outillage et équipement divers	19			19 472
	Terrains	20			1 608
	Autres	21			
		22	2 626 373	2 637 717	957 002

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	448 359	448 359	5 099
	Usines de traitement de l'eau potable	24			15 622
	Usines et bassins d'épuration	25			
	Conduites d'égout	26	742 970	742 970	5 100
	Autres infrastructures	27	1 335 999	1 335 999	536 008
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28			
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30		3 109	24
	Conduites d'égout	31			
	Autres infrastructures	32			
	Autres immobilisations	33	99 045	107 280	395 149
		34	2 626 373	2 637 717	957 002

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	28 171			28 171
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	6 830 905	400 000	360 441	6 870 464
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	6 859 076	400 000	360 441	6 898 635
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	69 923		65 212	4 711
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	69 923		65 212	4 711
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	69 923		65 212	4 711
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17	(4 574)			(4 574)
	18	65 349		65 212	137
	19	6 924 425	400 000	425 653	6 898 772
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	6 924 425	400 000	425 653	6 898 772

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	6 834 600
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 683 692
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	23 597
--	---	--------

Débiteurs	9	4 711
-----------	---	-------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	8 489 984
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	64 172
--	----	--------

Endettement net à long terme	17	8 554 156
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	549 205
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	9 103 361
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	9 103 361
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017	
Administration générale					
	Greffe et application de la loi	1			
	Évaluation	2			
	Autres	3	119 956	119 956	122 210
Sécurité publique					
	Police	4			
	Sécurité incendie	5			
	Sécurité civile	6			
	Autres	7			
Transport					
	Réseau routier	8			
	Transport collectif	9	67 371	67 371	44 318
	Autres	10			
Hygiène du milieu					
	Eau et égout	11	249 949		
	Matières résiduelles	12			
	Cours d'eau	13			
	Protection de l'environnement	14			
	Autres	15			
Santé et bien-être					
	Logement social	16			
	Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement					
	Aménagement, urbanisme et zonage	18			
	Rénovation urbaine	19			
	Promotion et développement économique	20	13 051	13 051	12 608
	Autres	21			
Loisirs et culture					
	Activités récréatives	22	3 700	3 700	3 700
	Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité					
		24			
		25	454 027	204 078	182 836

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018***Non audité*

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 626 373	921 362
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 626 373	921 362

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	3,00	32,50	3 713,00	196 743	109 234	305 977
Professionnels	2						
Cols blancs	3	3,00	32,50	4 752,00	173 406	43 254	216 660
Cols bleus	4	38,00	40,00	20 542,00	523 114	110 205	633 319
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	44,00		29 007,00	893 263	262 693	1 155 956
Élus	9	7,00			126 675	33 572	160 247
	10	51,00			1 019 938	296 265	1 316 203

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		402 342			402 342
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		402 343			402 343
Autres	16	376 294		1 260	80 208	457 762
	17	376 294	804 685	1 260	80 208	1 262 447

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefte et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	(4 115)	(12 651)
	4	(4 115)	(12 651)
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	76 636	72 101
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	(4 114)	
	15	72 522	72 101
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	62 706	61 562
Traitement des eaux usées	18	32	71
Réseaux d'égout	19	62 706	61 562
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	125 444	123 195
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	8 322	8 824
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	8 322	8 824
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	159	78
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	159	78
Réseau d'électricité			
	40		
	41	202 332	191 547

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire - Salaire annuel pour 2018	28 122	14 061
Maire - par séance spéciale 2018	220	110
Conseiller - Salaire annuel pour 2018	9 608	4 804
Conseiller - par séance spéciale 2018	68	34
Représentant à la MRC par séance 2018	493	246
Représentant Régie Eau par séance 2018	64	32

Note

L'allocation de dépenses pour le Maire cesse d'être versée lorsque le maximum de 16 595 \$ pour 2018 est atteint.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	_____ 105 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	_____ \$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	

**QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12 _____	37 454 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13 _____	18 585 \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16 _____	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19 _____	\$
b) autres formes d'aide	20 _____	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21 _____	
Facteur comparatif de 2018	22 _____	
Valeur uniformisée	23 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ
- | | | |
|--|----------|----|
| | 24 _____ | \$ |
|--|----------|----|
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
 - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver
 - b) Dépenses d'investissement
 - c) Total des frais encourus admissibles
 - d) Description des dépenses d'investissement :
- | | | |
|--|----------|----|
| | 25 _____ | \$ |
| | 26 _____ | \$ |
| | 27 _____ | \$ |
| | 28 _____ | \$ |
- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution
 - b) Date d'adoption de la résolution
- | | | |
|--|----------|--|
| | 29 _____ | |
| | 30 _____ | |

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Joseph-de-Sorel

Code géographique : 53050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de
La Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du rapport financier prennent en se fondant sur

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

· Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit

*Blais & Associé s.e.nc
Nathalie Blais CPA auditeur, CA*

[Original signé par]

Nathalie Blais, CPA auditeur, CA
Blais & Associé s.e.nc
Auditeur permis no. A111349
175, rue du Roi, suite 1, Sorel-Tracy, QC, J3P 4N6

DATE 2019-05-21

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Joseph-de-Sorel

Code géographique : 53050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	3 568 660
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	3 568 660

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	243 510
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	243 510
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	243 510
	27	3 812 170

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	22 000
	9	22 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	22 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	22 000

S57

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 64 629 444	X 5 1,2500	/100\$ 6 807 870				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10 120 558 456	X 11 2,2900	/100\$ 12 2 760 790				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25 3 568 660	26 ()	27 ()	28	29 3 568 660
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54 55 ()	56 ()	57	58	

5

58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 ()	27 ()	28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ()	63 ()	64	65

59

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="5"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Égout	2	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Eau et égout	3	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/>	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
taxes d'eau industrielle	1,6661	7	du 1 000 gallons

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	3 812 170
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 253 808
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	2 558 362

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	185 187 900
--	----	-------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	| | 1 | , | 3 | 8 | 1 | 5 | /100 \$
--	----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 760 790					
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	2 760 790					

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	807 870			3 568 660
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	243 510			243 510
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	1 051 380			3 812 170

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>5 644 605 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>396 900 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>180 070 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>154 730 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-10</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Martin Valois, Dir.Gén. & Sec.-trés. , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Joseph-de-Sorel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-21.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Saint-Joseph-de-Sorel.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Joseph-de-Sorel consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Saint-Joseph-de-Sorel détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-21 11:26:23

Date de transmission au Ministère : 2019/05/22